

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

**Administration**

ETAT  
Préfecture de la Seine-Saint-Denis  
Direction des ressources  
Bureau des affaires financières et des achats  
1 esplanade Jean Moulin  
93007 Bobigny cedex

**Objet de la consultation**

Réservation de berceaux dans des crèches situées en Seine-Saint-Denis et dans le secteur de Roissy au profit des fonctionnaires du ministère de l'intérieur affectés dans ce département et sur la plate-forme aéroportuaire de Roissy Charles de Gaulle.

**Mode de passation**

Procédure adaptée en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du code de la commande publique.

**Date limite de remise des offres :**

**Le 7 avril 2025 – 16h00**

## **TABLE DES MATIERES:**

<b>ARTICLE 1ER – OBJET DU MARCHÉ.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 – FORME DU MARCHÉ .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHÉ.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 4 – CONDITIONS DE MISE EN CONCURRENCE.....</b>	<b>4</b>
4.1. MODE D'APPEL A LA CONCURRENCE .....	4
4.2. POUVOIR ADJUDICATEUR .....	4
4.3. DECOMPOSITION EN LOTS .....	4
4.4. VARIANTE .....	5
4.5. MODIFICATION DE DETAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION .....	5
4.6. CONTENU DU DOSSIER DE LA CONSULTATION .....	5
<b>ARTICLE 5 – CONDITIONS DE RETRAIT DES DOSSIERS DE CONSULTATION .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 6 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 7 - PRESENTATION DES OFFRES.....</b>	<b>6</b>
7.1. CONTENU DU DOSSIER DE CANDIDATURE.....	6
7.2. CONTENU DU DOSSIER DE L'OFFRE .....	7
7.3. PRESENTATION EN GROUPEMENT .....	8
7.4. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS.....	8
<b>ARTICLE 8 – OUVERTURE DES PLIS – JUGEMENT DES OFFRES .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 9 – NEGOCIATION .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 10 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 11 - MISE AU POINT DU MARCHÉ .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 12 – INSTANCE CHARGEE DES PROCEDURES DE RECOURS.....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 13 – BESOIN ET PRISE EN COMPTE DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE .....</b>	<b>12</b>

## **ARTICLE 1ER – OBJET DU MARCHE**

Le service de l'action sociale de la préfecture de la Seine-Saint-Denis a recensé un important besoin de placement en crèche exprimé par les agents du ministère de l'intérieur affectés en Seine-Saint-Denis et sur le secteur de Roissy.

Le présent marché a pour objet la réservation de berceaux pour des enfants âgés de 10 semaines et jusqu'au moment de leur entrée à la maternelle.

Code CPV principal : 85312110-3 / Services de crèches et garderies d'enfants.

## **ARTICLE 2 – FORME DU MARCHE**

Le marché est passé selon une procédure adaptée en application de l'article R. 2123-1 du code de la commande publique.

Le présent marché est un accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande, conformément aux dispositions des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique, sans minimum et avec un maximum tel que défini ci-après :

Numéro du lot	Intitulé du lot	Maximum par an HT
1	Commune de Bobigny	200 000 €
2	Commune de Romainville	100 000 €
3	Commune de Drancy	70 000 €
4	Commune de Pantin	50 000 €
5	Commune de Rosny-sous-Bois	50 000 €
6	Commune de Noisy-le-Grand	100 000 €
7	Commune du Blanc-Mesnil	50 000 €
8	Commune d'Aulnay-sous-Bois	50 000 €
9	Commune de Saint-Ouen	50 000 €
10	Commune de Saint-Denis	50 000 €
11	Commune du Bourget	30 000 €
12	Département de la Seine-Saint-Denis	200 000 €
13	Secteur aéroportuaire (Roissy – Tremblay – Gonesse) « horaires classiques »	100 000 €
14	Secteur aéroportuaire (Roissy – Tremblay – Gonesse) « horaires atypiques »	400 000 €

## **ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHE**

Le présent marché prend effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2025.

Le marché a une durée d'un an, renouvelable au maximum trois fois un an, par reconduction expresse. La durée totale du marché ne pourra excéder 4 ans.

RC – Réservation de berceaux dans des crèches situées en Seine-Saint-Denis et dans le secteur de Roissy au profit des fonctionnaires du ministère de l'intérieur affectés dans ce département et sur la plate-forme aéroportuaire de Roissy Charles de Gaulle.

La décision de reconduire le marché sera notifiée au titulaire par voie dématérialisée avec accusé de réception au moins trois mois avant l'échéance annuelle.

La reconduction ne peut pas être refusée par le titulaire du marché.

## **ARTICLE 4 – CONDITIONS DE MISE EN CONCURRENCE**

### ***4.1. Mode d'appel à la concurrence***

La procédure de passation choisie est la procédure adaptée en application de l'article R.2123-1 du code de la commande publique.

### ***4.2. Pouvoir adjudicateur***

Le pouvoir adjudicateur est le préfet de la Seine-Saint-Denis.

### ***4.3. Décomposition en lots***

Le marché est alloti de la manière suivante :

Numéro du lot	Intitulé du lot	Nombre de crèches attributaires maximum	Estimation du nombre de places réservées pour la 1 <sup>ère</sup> année
1	Commune de Bobigny	5	15
2	Commune de Romainville	3	7
3	Commune de Drancy	2	4
4	Commune de Pantin	2	3
5	Commune de Rosny-sous-Bois	2	3
6	Commune de Noisy-le-Grand	3	7
7	Commune du Blanc-Mesnil	2	3
8	Commune d'Aulnay-sous-Bois	2	2
9	Commune de Saint-Ouen	2	2
10	Commune de Saint-Denis	2	3
11	Commune du Bourget	2	1
12	Département de la Seine-Saint-Denis	10	A la survenance du besoin
13	Secteur aéroportuaire (Roissy – Tremblay – Gonesse) « horaires classiques »	3	4
14	Secteur aéroportuaire (Roissy – Tremblay – Gonesse) « horaires atypiques »	5	13

Les structures d'accueil proposées par les candidats doivent obligatoirement être situées sur la commune composant le lot sur lequel ils soumissionnent, pour les lots **1 à 11**.

Le lot **12**, qui s'étend à tout le département de la Seine-Saint-Denis, vise à couvrir les besoins imprévisibles du marché en dehors de ceux satisfaits par les lots 1 à 11, soit sur les communes de Noisy-le-Sec, Les lilas, Bondy, Bagnolet, Livry-Gargan, Le Raincy, Gagny, Vaujours, Villepinte, Villemomble, Sevrans, Neuilly-sur-Marne, Pavillons-Sous-Bois, Stains, la

RC – Réservation de berceaux dans des crèches situées en Seine-Saint-Denis et dans le secteur de Roissy au profit des fonctionnaires du ministère de l'intérieur affectés dans ce département et sur la plate-forme aéroportuaire de Roissy Charles de Gaulle.

Courneuve, Montreuil.

Pour les lots **13 et 14**, les structures d'accueil proposées par les candidats doivent obligatoirement être situées dans un rayon de 10 kilomètres autour de la zone aéroportuaire de Roissy.

Le lot **14** concerne des structures ayant des horaires atypiques afin de répondre aux besoins du pouvoir adjudicateur et dont l'amplitude d'ouverture optimale doit correspondre à une ouverture 15h/24, 7j/7, tout au long de l'année.

Les candidats peuvent soumissionner sur un, plusieurs ou l'ensemble des lots. Ils proposeront une ou plusieurs structures sur chaque lot sur lequel ils postulent. Chaque structure sera jugée comme une offre à part entière.

#### **4.4. Variante**

Aucune variante n'est autorisée pour ce marché.

#### **4.5. Modification de détail du dossier de consultation**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, soit d'apporter au plus tard 5 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation, soit d'apporter des modifications importantes au dossier de consultation en reportant la date limite fixée pour la réception du dossier. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

#### **4.6. Contenu du dossier de la consultation**

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- L'Acte d'Engagement pour chaque lot et son annexe « *Bordereau des prix* »
- Le Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) commun à tous les lots et son annexe « *Tableau de bord trimestriel* »,
- Le présent règlement de consultation.

### **ARTICLE 5 – CONDITIONS DE RETRAIT DES DOSSIERS DE CONSULTATION**

Le dossier de consultation est remis gracieusement à chaque candidat. Il est à retirer tous les jours ouvrés, de 10h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00, à l'adresse suivante :

Préfecture de la Seine-Saint-Denis  
Direction des ressources  
Bureau des affaires financières et des achats  
Bâtiment Carnot Préfecture  
2<sup>e</sup> étage – bureau n° 217  
1, Esplanade Jean Moulin  
93007 Bobigny cedex

Le dossier de consultation est également téléchargeable à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

## **ARTICLE 6 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

## **ARTICLE 7 - PRESENTATION DES OFFRES**

Les offres sont présentées impérativement en euros.

Elles sont rédigées intégralement en langue française.

La proposition est transmise par voie dématérialisée dans les conditions prévues ci-dessous.

Pour information, les candidats sont invités à se rendre sur le site « [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr) », puis Thème "commande publique", puis "marchés publics" puis "formulaire", puis « formulaires nationaux non obligatoires », puis « déclaration du candidat » afin de pouvoir se procurer les formulaires de candidature.

### ***7.1. Contenu du dossier de candidature***

- **Lettre de candidature** (imprimé DC1) dûment complétée, datée et signée ;
- **Déclaration individuelle** (imprimé DC2), dûment complétée, datée et signée ;
- **Attestation sur l'honneur** datée et signée :
  - relative à la lutte contre le travail dissimulé,
  - de respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue dans le Code du travail,
  - de non-exclusions de plein droit de la procédure de passation des marchés publics prévues aux articles L. 2141-1 à L. 2141-6-1 du code de la commande publique ;
- **Attestation d'assurance** couvrant l'ensemble des risques encourus au titre de l'exploitation des locaux, en cours de validité ;
- **Extrait K-bis** de moins de 3 mois ;
- **Pouvoir** habilitant le candidat à engager la société (si la personne qui signe le marché n'est pas la personne habilitée à engager la société). ;
- **Attestations de respect des obligations sociales (URSSAF) et fiscales** de moins de 6 mois ;
- **Justificatifs des contrôles des infrastructures, des agréments de l'établissement et des assurances** nécessaires tels que :
  - la copie de l'autorisation d'exploitation,
  - la copie de l'agrément du Conseil départemental,
  - la copie de l'agrément de la Caisse d'allocations familiales (CAF),
  - le procès-verbal attestant de la conformité du ou des locaux aux règles d'hygiène et de sécurité,
  - pour les établissements et services gérés par une personne de droit privé, le gestionnaire fournit les statuts sociaux de la société, la composition du conseil d'administration et, pour les associations, la copie du récépissé de la déclaration de l'association à la préfecture de la Seine-Saint-Denis ;

RC – Réservation de berceaux dans des crèches situées en Seine-Saint-Denis et dans le secteur de Roissy au profit des fonctionnaires du ministère de l'intérieur affectés dans ce département et sur la plate-forme aéroportuaire de Roissy Charles de Gaulle.

- Un **relevé d'identité bancaire ou postal**,
- Tout élément permettant d'établir que le candidat dispose des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes pour l'exécution du (ou des) lot(s) au(x)quel(s) il postule.

## **7.2. Contenu du dossier de l'offre**

Pour chaque lot sur lequel le candidat soumissionne, il pourra présenter une ou plusieurs structures et fournira :

- L'**acte d'engagement** du lot pour lequel le candidat soumissionne complété, daté et signé ;
- Le **bordereau des prix** (annexe à l'acte d'engagement) du lot pour lequel le candidat soumissionne, complété et signé ;
- le **cahier des clauses administratives et techniques particulières** accepté sans modification, daté et signé ;
- le **tableau de bord trimestriel** (annexe 1 au cahier des clauses administratives et techniques particulières) signé ;
- un **mémoire technique par lot expliquant de manière détaillée** (*ce mémoire devient contractuel suite à la notification du lot concerné*) :
  - Son projet pédagogique pour l'accueil, le soin, le développement, l'éveil et le bien-être des enfants. Des dispositions particulières pour chaque unité d'âge (section, petits, moyens et grands) doivent apparaître. **Le candidat doit indiquer le nombre d'enfants pouvant être accueillis dans chaque unité d'accueil**,
  - Les moyens humains et matériels spécifiquement affectés à l'exécution du service précisant la qualification des professionnels (copie des diplômes et titres des personnels : directrice/teur, médecin, puéricultrice...), le curriculum-vitae du responsable de la structure d'accueil (directeur-directrice),
  - Le règlement intérieur ou son projet. En tout état de cause, celui-ci doit entrer en vigueur au 1<sup>er</sup> jour d'occupation du ou des berceaux,
  - Le barème de tarification des familles en vigueur et d'un modèle de convention signée avec les parents,
  - Les modalités de mise en œuvre de la facturation des familles,
  - Les délais de carence mis en place par le candidat en cas de maladie, hospitalisation, mutation, changements de cycles de garde liés à la modification du cycle de travail des parents,
  - Le bail ou le titre de propriété des locaux, accompagné d'un plan desdits locaux avec la superficie, le descriptif et la destination des pièces,
  - Les plages et horaires d'ouverture,
  - Le budget prévisionnel de la structure d'accueil,
  - Tous autres éléments que le candidat juge utile d'apporter pour répondre à l'obligation de résultat contenu dans le cahier des clauses administratives et techniques particulières,
  - Les actions de développement durable et d'accessibilité menées par l'établissement tels que les moyens mis en place pour réduire la consommation d'énergie et l'impact environnemental (mise en place du tri sélectif, produits alimentaires,

RC – Réservation de berceaux dans des crèches situées en Seine-Saint-Denis et dans le secteur de Roissy au profit des fonctionnaires du ministère de l'intérieur affectés dans ce département et sur la plate-forme aéroportuaire de Roissy Charles de Gaulle.

produits d'hygiène et économies d'énergie).

**En cas de candidature présentée par un groupement**, il sera produit :

- une lettre de candidature faisant état de l'ensemble des membres du groupement et de l'habilitation du mandataire commun par ses cotraitants ;
- pour chaque cotraitant, l'ensemble des justificatifs listés ci-dessus.

**En cas de sous-traitance**, il sera produit :

- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics ;
- les mêmes documents listés ci-dessus et à insérer dans l'enveloppe du candidat ;
- une annexe à l'acte d'engagement demandant l'acceptation du ou des sous-traitants et l'agrément des conditions de paiement de celui-ci ou ceux-ci.

### **7.3. Présentation en groupement**

Les candidats pourront se présenter seuls ou en groupement. En cas de groupement, celui-ci pourra être conjoint ou solidaire avec désignation d'un mandataire.

Toutefois, il est précisé que le pouvoir adjudicateur exigera que le groupement prenne la forme soit d'un groupement solidaire soit d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Dès lors, les candidats qui n'auraient pas choisi cette forme de groupement juridique et auxquels il serait envisagé d'attribuer le marché se verront contraints de transformer la forme juridique de leur groupement dans le cadre d'une mise au point.

Quelle que soit la forme du groupement, l'un des prestataires, membre du groupement est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire pour l'exécution du marché. Il représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis du pouvoir adjudicateur et coordonne les prestations des membres du groupement.

Les membres du groupement fournissent, chacun, au mandataire une habilitation qui sera insérée dans l'enveloppe candidature.

Toutefois,

- un même prestataire ne peut être mandataire de plus d'un groupement ;
- la transformation de la forme juridique d'un groupement ne peut intervenir entre le dépôt des candidatures et la signature du marché.

### **7.4. Conditions d'envoi ou de remise des plis**

Les candidats devront obligatoirement transmettre leurs dossiers **sous forme dématérialisée**. Le site internet permettant de traiter la gestion dématérialisée de la procédure est le site Plateforme des achats de l'Etat (PLACE) :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

La référence de la consultation sur le site PLACE est la suivante: 2593001

**La transmission sous support papier est interdite. Toute offre papier sera considérée comme offre irrégulière non susceptible de régularisation.**



**Les plis doivent parvenir au plus tard le :**

**Le 7 avril 2025 – 16h00**

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les offres seront transmises par voie électronique dans le respect des règles de sécurité des transactions et de la confidentialité des informations transmises.

**Formats des documents :**

Afin de pouvoir lire les documents remis au pouvoir adjudicateur, les soumissionnaires veilleront à n'utiliser que des logiciels permettant de générer les formats suivants :

- pdf
- doc
- xls

Le soumissionnaire est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les «exe»,...
- ne pas utiliser certains outils, notamment les «macros»,...
- faire en sorte que sa candidature et son offre ne soient pas trop volumineuses (- de 4Go).

**Tout pli remis après la date et l'heure limites précitées ne sera pas retenu.**

**Copie de sauvegarde :**

Conformément à l'article R2132-11 du code de la commande publique et à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde :

I - Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention « Nom du candidat - Copie de sauvegarde relative au marché... - A n'ouvrir qu'en cas de défaillance de l'offre électronique », et être envoyée, ou déposée contre récépissé, à l'adresse suivante :

*Préfecture de la Seine-Saint-Denis  
Direction des ressources - DR  
Bureau des affaires financières et des achats - BAFA  
2<sup>e</sup> étage – bureau n° 217  
1 esplanade Jean Moulin  
93007 Bobigny cedex*

II - La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants:

1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;

RC – Réservation de berceaux dans des crèches situées en Seine-Saint-Denis et dans le secteur de Roissy au profit des fonctionnaires du ministère de l'intérieur affectés dans ce département et sur la plate-forme aéroportuaire de Roissy Charles de Gaulle.

2° Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

III. - Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur.

## **ARTICLE 8 – OUVERTURE DES PLIS – JUGEMENT DES OFFRES**

Lors de l'ouverture des plis, concernant les pièces composant la candidature (article 7 du présent règlement), en cas d'absence de l'une de ces pièces, le pouvoir adjudicateur peut procéder à une demande de complément conformément aux dispositions de l'article R2152-2 du code de la commande publique.

**Lors de l'ouverture des plis, pour chaque lot, dans le cas où une structure d'accueil proposée par un candidat ne se situe pas sur la commune ou sur le secteur géographique composant le lot**, l'offre dudit candidat est éliminée et déclarée inappropriée conformément à l'article R2152-1 du code de la commande publique (*offre ne répondant pas aux besoins décrits par le pouvoir adjudicateur: réponse sans rapport avec l'exigence géographique inscrite dans le cahier des clauses administratives et particulières à l'article 1.4 - Allotissement*).

**Lors de l'ouverture des plis, dans le cas où une structure d'accueil proposée par un candidat, n'est pas encore ouverte et/ou ne dispose pas des agréments nécessaires à son ouverture, à la date limite de remise des plis visée à l'article 7 du présent règlement**, l'offre dudit candidat est éliminée et déclarée inappropriée conformément à l'article R2152-1 du code de la commande publique (*offre ne répondant pas aux besoins décrits par le pouvoir adjudicateur: réponse sans rapport avec l'exigence réglementaire et relative aux délais, conformément à l'article 7 du présent règlement de consultation*). **Un candidat doit obligatoirement proposer une structure d'accueil déjà ouverte.**

Les candidatures sont appréciées en fonction des capacités professionnelles, techniques et financières présentées.

Après la demande de complément de pièces, si le candidat ne répond pas aux dites capacités susmentionnées, sa candidature est éliminée et en conséquence son offre n'est pas examinée.

Sous réserve de la recevabilité de la candidature au regard des niveaux de capacités professionnelles, techniques et financières demandées et sous réserve de la conformité de l'offre aux prescriptions du présent règlement de consultation, les critères de choix de l'offre économiquement la plus avantageuse sont pondérés de la manière suivante :

Chaque pondération fera l'objet d'une équivalence en nombre de points pour obtenir une note totale sur 100 points.

• Pour les lots 1 à 13:

<b>Critères</b>	<b>Sous-critères</b>	<b>Pondérations appliquées</b>
<b>Prix</b>		<b>40 %</b>
	Bordereau des prix	
<b>Technique</b>		<b>50 %</b>
	Aménagement et équipement des espaces	10 %
	Qualité de l'encadrement	15 %
	Capacité d'accueil	10 %
	Qualité du projet pédagogique	10 %
	Horaires et amplitudes horaires	5 %
<b>Environnemental</b>		<b>10 %</b>
	Moyens mis en place pour réduire la consommation d'énergie et l'impact environnemental dans le cadre du marché.	

• Pour le lot 14:

<b>Critères</b>	<b>Sous-critères</b>	<b>Pondérations appliquées</b>
<b>Prix</b>		<b>40 %</b>
	Bordereau des prix	
<b>Technique</b>		<b>50 %</b>
	Aménagement et équipement des espaces	7 %
	Qualité de l'encadrement	8 %
	Capacité d'accueil	7 %
	Qualité du projet pédagogique	8 %
	Horaires et amplitudes horaires	20 %
<b>Environnemental</b>		<b>10 %</b>
	Moyens mis en place pour réduire la consommation d'énergie et l'impact environnemental dans le cadre du marché.	

Les offres (établissements d'accueil) seront classées dans l'ordre croissant de la note globale ainsi calculée :

Note globale = note du prix + note valeur technique + note dispositions environnementales.

L'offre classée au premier rang, sera celle qui obtiendra la note globale la plus élevée.

RC – Réservation de berceaux dans des crèches situées en Seine-Saint-Denis et dans le secteur de Roissy au profit des fonctionnaires du ministère de l'intérieur affectés dans ce département et sur la plate-forme aéroportuaire de Roissy Charles de Gaulle.

## **ARTICLE 9 – NEGOCIATION**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, si les offres présentées le nécessitent, de négocier par lot, avec l'ensemble des candidat(s) dont la candidature est recevable au regard des niveaux de capacités professionnelles, techniques et financières demandées

## **ARTICLE 10 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Des renseignements complémentaires relatifs aux cahiers des clauses administratives et techniques particulières peuvent être communiqués aux candidats au plus tard 5 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Ces compléments d'informations peuvent être notamment induits par des questions soulevées par les candidats à la lecture des cahiers des charges et nécessitant une réponse d'ensemble à l'attention des candidats.

De ce fait, il est demandé aux candidats de bien vouloir solliciter les compléments d'informations qu'ils estiment nécessaires et susceptibles d'avoir des répercussions importantes sur la bonne compréhension des cahiers des clauses administratives et techniques particulières **par écrit** (courrier, courriel ou directement sur le site de la Place) :

Adresse : Préfecture de la Seine-Saint-Denis

Direction des ressources

Bureau des affaires financières et des achats

1 esplanade Jean Moulin – 93007 Bobigny cedex

Mail : [pref-marche-public-bafa@seine-saint-denis.gouv.fr](mailto:pref-marche-public-bafa@seine-saint-denis.gouv.fr)

Site internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

## **ARTICLE 11 - MISE AU POINT DU MARCHÉ**

Avant la notification du marché, il pourra être procédé à une mise au point du marché avec le candidat retenu. Au cours de cette mise au point, toutes les questions concernant l'exécution des prestations pourront être évoquées afin de réduire les difficultés nées de l'exécution de ce marché sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles du marché.

## **ARTICLE 12 – INSTANCE CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS**

Tribunal administratif de Montreuil, situé au 7, rue Catherine Puig à Montreuil - 93100  
(Téléphone : 01 49 20 20 00 / courriel : [greffe.ta-montreuil@juradm.fr](mailto:greffe.ta-montreuil@juradm.fr)).

## **ARTICLE 13 – BESOIN ET PRISE EN COMPTE DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE**

Conformément aux dispositions de l'article L2111-1 du code de la commande publique et dans un souci de développement durable, ce marché est conçu dans le but d'assurer des pratiques de passation durables des marchés publics du ministère de l'intérieur, ainsi que leur sécurité juridique avec pour objectif le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse.

RC – Réservation de berceaux dans des crèches situées en Seine-Saint-Denis et dans le secteur de Roissy au profit des fonctionnaires du ministère de l'intérieur affectés dans ce département et sur la plate-forme aéroportuaire de Roissy Charles de Gaulle.